

Notice d'information pour les traitements de données à caractère personnel opérés concernant la gestion d'un tournage vidéo dans le cadre de l'organisation de l'évènement : Foire du bénévolat social 2026

1. Coordonnées du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil, de son référent et de son délégué à la protection des données

La Cellule communication et le service Bénévolat collectent et traitent des données à caractère personnel vous concernant (« données ») concernant la gestion d'un tournage vidéo dans le cadre de l'organisation de l'évènement : Foire du bénévolat social 2026.

Les coordonnées de la cellule communication et du service Bénévolat, agissant en leur qualité de responsables du traitement, sont les suivantes :

Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

- Adresse : 13c, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg-Hamm
- Tél. : 247-83646 / 247-63671
- Adresse courriel : Yan.Sales@fm.etat.lu / Sandra.Kill@fm.etat.lu

Pour toute question concernant le traitement de vos données, veuillez contacter :

Référent à la protection des données auprès du Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- Par courriel : dateschutz@fm.etat.lu
- Par voie postale : 13c, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg-Hamm.

Délégué à la protection des données :

Commissariat du Gouvernement à la souveraineté des données (CGSD)

- Par courriel : info@cgsd.etat.lu
- Par voie postale : 5, rue Plaetis L-2338 Luxembourg
- Tél. : 247-67700.

2. La licéité et les finalités du traitement et les catégories de données traitées

La licéité du traitement de données

Le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil **ci-après « Ministère »** traite vos données aux fins de l'accomplissement de ses missions d'intérêt public et des obligations légales mises à sa charge par la législation applicable, en particulier :

- *La mission d'intérêt public du Ministère.*

Le Ministère, représenté par le prestataire TIJO Studio (studio numérique basé à Luxembourg, spécialisé dans le design en mouvement, les images générées par ordinateur et les effets visuels), traite vos données en qualité de responsable du traitement dans le cadre de la captation audiovisuelle de la Foire du bénévolat social 2026.

Le prestataire TIJO Studio intervient en qualité de sous-traitant pour la captation, et le montage d'un film.

Les catégories de données traitées

- L'enregistrement d'images ;
- L'enregistrement sonore ;
- Nom / Prénom ;
- Contexte associatif et professionnel des personnes concernées (intervenants, représentants d'associations, bénévoles, visiteurs et agents publics).

Les finalités du traitement

Les finalités du traitement auxquelles sont destinées vos données sont les suivantes :

- Captation vidéo et photographique de l'évènement ainsi que la production d'un film ;
- Communication institutionnelle du Ministère relative à la Foire du bénévolat.

3. Les sources de données et leurs destinataires

Sources des données :

La convention signée entre le Ministère et le prestataire TIJO STUDIO prévoit que les données sont collectées :

- Directement lors de la captation ;
- Auprès des participants, visiteurs, bénévoles, représentants d'associations, intervenants, agents publics et équipes présentes.

Destinataires des données :

Les données ou contenus seront :

- Remis au Ministère ;
- Publiés par le Ministère sur ses sites Internet, réseaux sociaux et supports institutionnels ;
- Communiqués au public dans le cadre de la diffusion d'un film.

4. Collecte des données auprès de la personne concernée : caractère obligatoire de la fourniture de données et les conséquences en cas de refus de les fournir

La captation individuelle et l'exploitation de l'image ou de la voix reposent sur une autorisation préalable ou, à tout le moins, dûment recueillie, et l'absence d'autorisation entraîne l'exclusion au montage d'un film.

5. Durée de conservation

- Le film remis au Ministère est conservé par celui-ci conformément à sa politique de conservation et aux règles d'archivage public applicables (10 ans).

La durée de conservation indiquée ci-dessus s'applique sans préjudice d'un éventuel traitement ultérieur pour des finalités compatibles notamment à des fins statistiques ou de recherche scientifique ou à des fins archivistiques dans l'intérêt public (en particulier leur versement et conservation par les Archives nationales) ou aux fins d'une procédure judiciaire en cours.

6. Le transfert de vos données vers un pays tiers

Des prestataires externes peuvent intervenir au Canada. Tout transfert hors UE/EEE, y compris un accès à distance depuis un pays tiers, doit être encadré conformément au chapitre V du RGPD.

Plus précisément, la Commission européenne peut reconnaître qu'un pays ou une organisation hors EEE offre un niveau de protection des données jugé équivalent à celui de l'EEE sur base de l'article 45 du règlement UE 2016/679.

Ci-joint la décision d'adéquation pour le Canada : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/en/TXT/?uri=CELEX%3A32002D0002>

Enfin, même en cas de décision d'adéquation, les personnes concernées peuvent toujours déposer une plainte et les autorités de protection des données gardent leurs pouvoirs de contrôle.

7. Les droits de la personne concernée

Vous disposez des droits prévus par les dispositions du chapitre III (articles 12 à 22) du règlement (UE) 2016/679. Vous pouvez ainsi, dans les limites de la législation applicable, accéder aux données vous concernant et en obtenir une copie (article 15), obtenir la rectification des données inexactes ou incomplètes (article 16) et obtenir l'effacement de celles-ci dans les conditions prévues par l'article 17 dudit règlement.

Vous avez également, dans les limites de la législation applicable, le droit de vous opposer au traitement de vos données dans les conditions prévues par l'article 21 du règlement (UE) 2016/679.

Vous disposez aussi, dans certains cas de figure, d'un droit à la limitation du traitement de vos données (article 18).

Le traitement de vos données n'implique pas de prise de décision automatisée produisant des effets juridiques vous concernant ou vous affectant de manière significative de façon similaire.

Toute communication relative à une demande d'information, concernant une réclamation ou quant à l'exercice de vos droits prévus par les dispositions du règlement (UE) 2016/679 est à adresser au référent ou délégué à la protection des données.

8. Réclamation auprès de la Commission Nationale pour la Protection des Données (CNPD)

Si, après nous avoir contactés, vous estimez que le traitement de vos données effectué par le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil constitue une violation du

règlement (UE) 2016/679 ou que vos droits prévus par ledit règlement ne sont pas respectés, vous pouvez introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle en matière de protection des données, à savoir au Luxembourg la Commission Nationale pour la Protection des Données (CNPd) (<https://cnpd.public.lu> ; 15, Boulevard du Jazz, L-4370 Belvaux ; Tél. : (+352) 26 10 60-1).